L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX No. 72 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS

JEUDI MATIN, 17 SEPTEMBRE.

Du notre édition d'hier soir.

La proclamation du Président.

En réfléchissant à la proclamation du président Grant, il nous paraît évident que ce document a été rédigé et publié purement et simplement pour la forme.

Le président avait toujours reconnu Kellogg comme gouverneur de la Louisiane et il était tenu de faire une réponse à sa réquisition.

Si Grant avait voulu intervenir activement en faveur de son protégé, ce n'est pas le 15 qu'il eût lancé sa proclamation ; mais le 14 au soir, immédiatement après la défaite des métropolitains, et il eût fait suivre cette proclamation d'ordres ayant pour objet de sauver les débris de l'armée des janissaires de Kellogg.

La proclamation n'a été lancée que le lendemain de la bataille, le 15, alors qu'on devait savoir à Washington qu'il n'y avait plus aucun moyen de rétablir le gouvernement de Kellogg. Cette proclamation n'a donc d'autre objet que de couvrir la responsabilité du Président vis-à-vis de son propre parti.

En Louisiane, où l'ordre le plus parfait était déjà rétabli, la proclamation ne pouvait être qu'une lettre morte.

Il n'y avait plus deux gouvernements en présence, mais un seul, et ce gouvernement n'était pas un gouvernement de hasard issu d'une révolution heureuse, c'était le gouvernement légalement élu par le peuple en novembre 1872 et tenu uniquement à l'écart par les interventions judiciaire et militaire que l'on connaît.

L'impression que vont produire au Nord les dernières informations sur le succès du mouvement populaire, sur la promptitude avec laquelle il s'est accompli, la modération des vainqueurs, le prompt rétablissement de l'ordre ne saurait être que favorable à notre cause.

Cette impression aura évidemment son contre-coup à Washington dans les sphères gouvernementales, et il ne restera aucune raison plausible d'intervention quand on saura que pas un homme de couleur n'a été molesté, et que les droits des protégés du gouvernement fédéral sont parfaitement respectés.

En dépit des lamentations et des insinuations des journaux radicaux, le *Times* et le *Republican*, nous croyons que le gouvernement fédéral ne fera aucune tentative pour renverser le gouvernement légal de la Louisiane.

La voix du Peuple.

ADHÉSIONS.

Le peuple américain n'a pas tardé à manifester ses sympathies pour notre cause, qui est celle de la liberté et du gouvernement légal. L'oppression et le despotisme lui ont toujours fait horreur, et, en dépit de l'attitude équivoque du président Grant et de son cabinet, il n'a pas hésité à applaudir à l'acte de vigueur que la Nile-Orléans vient d'accomplir pour secouer un joug odieux et humiliant.

La population de St-Louis a tenu un immense meeting hier, mardi, pour nous exprimer ses cordiales sympathies et féliciter les citoyens de la Louisiane sur l'heureuse issue de la lutte qu'ils avaient courageusement engagée. Elle bat des mains au rétablissement d'un gouvernement légal. Plus de 10,000 personnes assistaient au meeting, ainsi que le constate une dépêche que nous avons sous les yeux.

A Mobile, l'effervescence populaire a été à son comble pendant toute la journée d'hier, Mardi, et deux mille hommes se sont déclarés prêts à marcher au secours de la Nouvelle-Orléans.

On sait déjà que les Texiens ont promis de nous envoyer tout de suite, si nous en avons besoin, 10,000 hommes de renfort. Ce secours, Dieu merci, est inutile, et notre brave population a suffi à la tâche patriotique qu'elle s'était imposée.

Le Tennessee parle à son tour. La dépêche suivante vient de nous être obligeamment communiquée par MM. C. A. Thompson & Co. :

"Memphis, Tennessee,

"A John Barkley,

"C. A. Thompson & Co.,

"Nouvelle-Orléans.

"Nous vous félicitons, vous et votre ville, sur le renversement de la faction Kellogg, en déplorant la perte des nobles existences sacrifiées dans l'accomplissement du résultat.

"A. C. Treadwell & Bros."

L'appui moral de nos concitoyens du Sud et de l'Ouest ne nous fera pas défaut, et l'expression éclatante de leur sympathies aura du retentissement à Washington. On ne replace pas si facilement dans les fers un peuple qui a su les briser.

La liste des victimes.

Comme il y avait lieu de le craindre, la liste des victimes s'est grossie par suite des décès provenant des suites des blessures reçues dans la lutte.

Frederic Mohrman, que nous avons placé sur la liste des blessés, a été enterré avant hier au cimetière Washington.

Richard G. Lindsay a succombé également ; ses restes ont été escortés mercredi matin au chemin de fer de Jackson par un détachement du Crescent City White Leagues. Il doit être enterré à Jackson, Mississippi.

Enfin le colonel W. C. Robbins un des marshals de la section C. du Crescent City White League, a succombé aux suites d'une amputation de la jambe, opérée lundi soir. Le colonel Robbins était natif de Philadelphie et avait servi dans l'armée des Etats-Unis. Il était agent du Louisiana Equitable Life Co.

Cela porte à onze le nombre des citoyens qui ont perdu la vie dans la défense des droits du peuple.

P. S.—Le Dr Lemonnier auquel nous sommes déjà redevables de plusieurs informations, nous apporte la triste nouvelle que William Ormond, un des blessés de l'Hôpital de Charité, est mort ce matin mercredi à six heures.

LA VILLE, MERCREDI MATIN.

Nos rapporteurs nous informent que le plus grand calme règne dans toutes les parties de la ville.

Partout le gouvernement légal est reconnu et respecté et la population paraît pleine de confiance.

LES TRIBUNAUX.

Les juges qui nous ont été imposés par la fraude et la violence seront remplacés par les magistrats que le scrutin a désignés en 1872.

Le juge Frank A. Monroe a ouvert, mardi, la Troisième Cour de District au lieu et place de M. J. Monnier, qui remplissait, sans mandat légitime, les fonctions de juge depuis le triomphe de l'usurpation.

M. Collens ne tardera pas à ouvrir sa cour. Quant à M. Bonner, il est en ce moment au Nord, mais il se hâtera sans doute de revenir à la Nile-Orléans.

Nous apprenons qu'à une conférence tenue par les juges de district, il a été décidé d'attendre la réunion de la Législature avant de faire occuper les sièges des deux cours supprimées par la Législature usurpatrice, celles des juges Collens et Elmore.

LES ÉGLISES.

Le gouverneur par intérim Penn, avait recommandé aux citoyens de se rendre aujourd'hui dans les églises pour remercier Dieu de leur délivrance. Beaucoup se sont sans doute conformés au vœu exprimé par M. Penn, mais en dehors des prières particulières, d'imposantes manifestations religieuses produiraient, nous en sommes sûrs, une profonde impression sur l'esprit public aux Etats-Unis.

C'est aux ministres et aux pasteurs de chaque église de prendre l'initiative et d'inviter les fidèles à de solennelles actions de grâce.

DEMANDE D'INFORMATIONS.

M. Lawrence, le délégué du comité de Boston, envoyé à la Nile-Orléans pour visiter les localités inondées, vient de télégraphier au gouverneur Penn pour obtenir un récit exact des événements afin d'éclairer le peuple de son Etat sur la nature du mouvement opéré ici avec tant de succès. Réponse lui a été faite immédiatement.

Nous ne savons si dans la précipitation avec laquelle notre travail a dû se faire depuis lundi, nous n'avons pas omis de mentionner la généreuse spontanéité avec laquelle le Dr. J. Hava et M. Jas, pharmacien de la rue de Chartres ont mis au service des blessés, l'un ses soins médicaux, l'autre ses médicaments et ses soins personnels. Nous nous empressons de signaler le fait qui nous avait été rapporté lundi soir.

LE GOUVERNEUR McENERY.

Le gouverneur McEnery est attendu ce soir. Il arrivera à 9 heures par le train-express du chemin de fer de Jackson. La foule l'attendra à la gare pour l'escorter jusqu'à sa demeure.

UN TRISTE ACCIDENT.—Un fusil déchargé accidentellement mardi à midi par un citoyen à l'encoignure des rues Julie et St. Charles, a causé un bien triste accident. Un enfant blessé à l'abdomen est mort de ses blessures. Les professeur Lusher, surintendant de l'éducation publique a été blessé au mollet et bien que la blessure ne soit pas grave, elle forcera M. Lusher à rester au lit près d'un mois. Une troisième personne a été aussi blessée.

Cet accident doit servir de leçon et engager ceux qui manient des armes dans les rues à redoubler de précautions.

LA PREMIÈRE ARRESTATION PAR LA NOUVELLE POLICE.

La nouvelle police vient de montrer son impartialité en arrêtant à l'encoignure St. Philippe et Royale, Mary Spanta, qui ayant trop voyagé dans les vignes du seigneur, témoignait par des expansions trop bruyantes ses sympathies pour la démocratie. On lui a donné un appartement à la calaboose, place Jack on.

SUICIDE DANS LA PAROISSE IBERVILLE. —Le *Ascension Leader* rend compte du suicide de M. Norbert Marionneux, citoyen bien connu de la paroisse Iberville qui s'est tué lundi de la semaine dernière en se tirant un coup de pistolet à la tempe.

Les affaires du Sud.

Nous empruntons au *Courrier des Etats-Unis* l'article suivant :

Les déplorables événements qui se sont accomplis depuis quelque temps dans le Sud ont énergiquement sollicité l'attention des hommes sérieux, et remué la fibre du patriotisme, un peu endormie dans une indifférence coupable, qui trop souvent abandonne le soin des intérêts public aux spéculations des politiciens de profession. La conclusion de l'examen de conscience que chacun a été appelé à faire par le sentiment des responsabilités encourues, c'est que le système suivi jusqu'ici depuis la guerre vis à vis du Sud a simplement engendré l'anarchie, la corruption, et une situation financière qui, dans plusieurs Etats, confine à la ruine et court à la banqueroute. Les animosités, les désordres, les conflits et les crimes dont il est le sanglant théâtre journellement témoins attestent que les choses vont de mal en pis, et qu'il est temps de changer de régime, sous peine de voir le Sud devenir une plaie qui sera la honte et peut-être la mort de l'Union américaine.

Malheureusement il n'est pas aussi facile de guérir le mal que de le signaler. Ce n'est pas que le remède ne fût facile à trouver et même qu'il ne vienne à l'esprit de tout le monde ; mais les mœurs politiques du pays, et les intérêts engagés dans la lutte des partis en élèvent l'application aux proportions d'un problème de premier ordre, d'une solution presque impossible.

L'état actuel du Sud est l'œuvre du parti républicain, dont la prédominance et l'existence même, en tant que parti gouvernant l'Union, a pour condition essentielle sa prépondérance dans cette section du pays, prépondérance qu'il ne peut concevoir que par un système permanent de compression, c'est à dire en exerçant une action directe sur l'administration intérieure des Etats.

Cette action, il l'exerce au moyen de l'occupation de tous les emplois publics, de l'ordre politique et administratif, par des hommes dévoués à sa cause ; les uns, ceux qui relèvent directement du pouvoir central, nommés par lui ; les autres, ceux qui relèvent du pouvoir populaire, nommés par un corps électoral façonné à sa guise, soit par voie d'exclusion, soit par intimidation, soit par la perversion du sens moral, soit enfin par leur opposition systématique aux blancs.

Il serait oiseux pour le moment de passer en revue les moyens ceux-ci exposés par lesquels les Etats du Sud ont été jusqu'à présent tenus en suspicion sous la férule d'hommes du Nord ayant la mission de les punir de l'usurpation de leurs droits, de l'opprimer leur industrie de renaître, et, par suite, de tenir les nègres dans une misère qui en fasse des instruments dociles et aimeux. Or, le moyen de changer tout cela serait de réconcilier tous les éléments hostiles, d'encourager les blancs et les noirs à unir leurs intérêts, et de travailler par une assistance morale et matérielle à faire renaître la prospérité et la confiance. Mais la confiance des noirs dans les blancs et la prospérité commune les rattacherait tous dans une même ligue politique, et le Sud échapperait tout entier à la domination du parti républicain, au profit du parti démocrate.

C'est ainsi que la question de parti devient les questions de justice, de réparation, d'humanité, de paix et de prospérité nationale. Or, on prétendrait vainement que la prospérité du Sud est une affaire purement locale et qui n'intéresse le bien général qu'au point de vue sentimental. Quiconque a une notion tant soit peu claire de la question économique des Etats-Unis sait que la situation précaire du Nord et de l'Ouest depuis la guerre, la langueur du commerce général, les crises qui se succèdent, et le malaise actuel qui menace de passer à l'état chronique et de devenir le tempérament normal des affaires en Amérique, ont pour cause principale la désorganisation du Sud, et les désordres moraux engendrés par un système de gouvernement qui nécessite une centralisation de pouvoirs en opposition avec le principe républicain.

Il faut que tout cela ait une fin et que tout cela se règle, sous peine de voir pousser à l'extrême les désordres moraux et matériels qui menacent la richesse, la paix, la cohésion et les institutions mêmes des Etats-Unis. Mais l'expérience et la logique démontrent que l'initiative de ce règlement ne peut venir des partis politiques, intéressés l'un et l'autre dans un courant contraires, et guidés l'un et l'autre par des vues exclusives. Il n'y a que la nation américaine elle-même qui puisse utilement prendre en main l'initiative et la direction de ce mouvement, en dehors de la politique militante, et tant qu'un esprit indépendant ne dominera pas les ambitions et les intrigues qui naissent de l'esprit de parti, il faudra se résigner à voir se creuser plus profondément chaque jour l'abîme de la misère, de la discorde et de la décadence qui en est fatalement la suite.

Telle nous paraît être la pensée qui a inspiré au *Herald* la proposition dont nous avons déjà parlé, de convoquer une convention nationale pour "considérer la guerre, ses conséquences en général, et, en particulier, la situation qu'elle a faite aux Etats du Sud." Ce journal y est revenu depuis à plusieurs reprises, et hier encore il y insistait avec de nouveaux développements. Nous en extrayons le passage suivant :

"Une convention nationale réunie maintenant aurait la plus haute et la plus pacifique mission à remplir. Elle aurait à concerter des mesures pour éviter l'anarchie, une guerre de races et les dangers de la répudiation, vers lesquels sont entraînés plusieurs des Etats du Sud ; elle aurait à chercher les moyens de concilier les intérêts des noirs et des blancs, et à rétablir l'harmonie entre eux, car les deux peuples sont appelés à vivre côte à côte dans l'avenir comme dans le passé, et la politique suivie depuis la guerre de traiter le Sud en pays conquis serait dans une telle convention condamnée comme l'une des causes principales du désordre actuel.

"Il y a dans le Sud d'immenses ressources qui n'attendent que les moyens de se développer, et des industries détruites par la guerre qui ne demandent qu'un peu d'aide pour revivre. La prospérité qui suivrait la restauration des affaires dans le Sud serait partagée par toutes les parties de l'Union. Mais avant d'obtenir ces résultats il faudrait que les nègres fussent arrachés à la funeste influence des *carpet baggers* et qu'ils reprissent confiance dans les intentions amicales et dans la bienveillance de leurs concitoyens blancs. Les affranchis doivent être encouragés à acquérir des biens fonds et, à s'attacher au sol, ce qui serait le meilleur moyen de les intéresser à un gouvernement normal et économique. Le gouvernements d'Etat, corrompus, illégaux même dans certains cas, doivent être mis de côté, et les hommes les plus éminents, blancs et noirs, chargés de l'administration des lois."

Un tel projet est certainement généreux et politique, et il devrait rallier tous les hommes unis d'amour la justice, l'intérêt et l'honneur du pays. Mais est-ce une raison pour qu'il soit adopté ? Nous croyons fort que ce soit une raison pour qu'il ne le soit pas. Il ne manque pas de précédents, personnellement ; l'on peut citer notamment la *Convention de Paix* de 1861, à laquelle tous les Etats de l'Union, moins cinq, étaient représentés, et aux résultats de laquelle il a manqué peu de chose pour empêcher la guerre d'éclater. Mais à cette époque tous les esprits étaient surexcités par la sécession déjà proclamée de plusieurs Etats et chacun pressentait que de grands événements étaient proches. Comprendra-t-on aujourd'hui l'imminence du péril quand il éclaircissement, dont la masse du pays ne se sent pas directement menacée ? Cela est douteux, et nous craignons bien que le *Herald* n'en soit pour sa bonne peine. Il aura écouté lui le parti républicain, qui ne voudra pas s'associer à une mesure qui l'atteindrait directement dans ses adversaires, et désserrait des auxiliaires forts et sûrs. L'initiative ne viendra donc pas de ce côté, et, sans doute, il ne sera rien fait de bien sérieux, et le système suivi jusqu'ici depuis la guerre vis à vis du Sud a simplement engendré l'anarchie, la corruption, et une situation financière qui, dans plusieurs Etats, confine à la ruine et court à la banqueroute. Les animosités, les désordres, les conflits et les crimes dont il est le sanglant théâtre journellement témoins attestent que les choses vont de mal en pis, et qu'il est temps de changer de régime sous peine de voir le Sud devenir une plaie qui sera la honte et peut-être la mort de l'Union américaine.

Malheureusement il n'est pas aussi facile de guérir le mal que de le signaler. Ce n'est pas que le remède ne fût facile à trouver et même qu'il ne vienne à l'esprit de tout le monde ; mais les mœurs politiques du pays, et les intérêts engagés dans la lutte des partis en élèvent l'application aux proportions d'un problème de premier ordre, d'une solution presque impossible.

L'état actuel du Sud est l'œuvre du parti républicain, dont la prédominance et l'existence même, en tant que parti gouvernant l'Union, a pour condition essentielle sa prépondérance dans cette section du pays, prépondérance qu'il ne peut concevoir que par un système permanent de compression, c'est à dire en exerçant une action directe sur l'administration intérieure des Etats.

Cette action, il l'exerce au moyen de l'occupation de tous les emplois publics, de l'ordre politique et administratif, par des hommes dévoués à sa cause ; les uns, ceux qui relèvent directement du pouvoir central, nommés par lui ; les autres, ceux qui relèvent du pouvoir populaire, nommés par un corps électoral façonné à sa guise, soit par voie d'exclusion, soit par intimidation, soit par la perversion du sens moral, soit enfin par leur opposition systématique aux blancs.

Il serait oiseux pour le moment de passer en revue les moyens ceux-ci exposés par lesquels les Etats du Sud ont été jusqu'à présent tenus en suspicion sous la férule d'hommes du Nord ayant la mission de les punir de l'usurpation de leurs droits, de l'opprimer leur industrie de renaître, et, par suite, de tenir les nègres dans une misère qui en fasse des instruments dociles et aimeux. Or, le moyen de changer tout cela serait de réconcilier tous les éléments hostiles, d'encourager les blancs et les noirs à unir leurs intérêts, et de travailler par une assistance morale et matérielle à faire renaître la prospérité et la confiance. Mais la confiance des noirs dans les blancs et la prospérité commune les rattacherait tous dans une même ligue politique, et le Sud échapperait tout entier à la domination du parti républicain, au profit du parti démocrate.

C'est ainsi que la question de parti devient les questions de justice, de réparation, d'humanité, de paix et de prospérité nationale. Or, on prétendrait vainement que la prospérité du Sud est une affaire purement locale et qui n'intéresse le bien général qu'au point de vue sentimental. Quiconque a une notion tant soit peu claire de la question économique des Etats-Unis sait que la situation précaire du Nord et de l'Ouest depuis la guerre, la langueur du commerce général, les crises qui se succèdent, et le malaise actuel qui menace de passer à l'état chronique et de devenir le tempérament normal des affaires en Amérique, ont pour cause principale la désorganisation du Sud, et les désordres moraux engendrés par un système de gouvernement qui nécessite une centralisation de pouvoirs en opposition avec le principe républicain.

Il faut que tout cela ait une fin et que tout cela se règle, sous peine de voir pousser à l'extrême les désordres moraux et matériels qui menacent la richesse, la paix, la cohésion et les institutions mêmes des Etats-Unis. Mais l'expérience et la logique démontrent que l'initiative de ce règlement ne peut venir des partis politiques, intéressés l'un et l'autre dans un courant contraires, et guidés l'un et l'autre par des vues exclusives. Il n'y a que la nation américaine elle-même qui puisse utilement prendre en main l'initiative et la direction de ce mouvement, en dehors de la politique militante, et tant qu'un esprit indépendant ne dominera pas les ambitions et les intrigues qui naissent de l'esprit de parti, il faudra se résigner à voir se creuser plus profondément chaque jour l'abîme de la misère, de la discorde et de la décadence qui en est fatalement la suite.

Telle nous paraît être la pensée qui a inspiré au *Herald* la proposition dont nous avons déjà parlé, de convoquer une convention nationale pour "considérer la guerre, ses conséquences en général, et, en particulier, la situation qu'elle a faite aux Etats du Sud." Ce journal y est revenu depuis à plusieurs reprises, et hier encore il y insistait avec de nouveaux développements. Nous en extrayons le passage suivant :

"Une convention nationale réunie maintenant aurait la plus haute et la plus pacifique mission à remplir. Elle aurait à concerter des mesures pour éviter l'anarchie, une guerre de races et les dangers de la répudiation, vers lesquels sont entraînés plusieurs des Etats du Sud ; elle aurait à chercher les moyens de concilier les intérêts des noirs et des blancs, et à rétablir l'harmonie entre eux, car les deux peuples sont appelés à vivre côte à côte dans l'avenir comme dans le passé, et la politique suivie depuis la guerre de traiter le Sud en pays conquis serait dans une telle convention condamnée comme l'une des causes principales du désordre actuel.

"Il y a dans le Sud d'immenses ressources qui n'attendent que les moyens de se développer, et des industries détruites par la guerre qui ne demandent qu'un peu d'aide pour revivre. La prospérité qui suivrait la restauration des affaires dans le Sud serait partagée par toutes les parties de l'Union. Mais avant d'obtenir ces résultats il faudrait que les nègres fussent arrachés à la funeste influence des *carpet baggers* et qu'ils reprissent confiance dans les intentions amicales et dans la bienveillance de leurs concitoyens blancs. Les affranchis doivent être encouragés à acquérir des biens fonds et, à s'attacher au sol, ce qui serait le meilleur moyen de les intéresser à un gouvernement normal et économique. Les